

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 147 (2002)
Heft: 2

Rubrik: Nouvelles brèves

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ÉTRANGER

Au-delà de l'affaire «Aussaresses» ?

La demande de sanctions disciplinaires contre le général Aussaresses, à l'initiative de Jacques Chirac, président de la République, et sur proposition du ministre de la Défense, ne constitue qu'une des réactions aux écrits de l'ex-commandant «O», coordinateur du renseignement à Alger à partir de 1957. Mais cette décision, si elle est motivée par la faute contre l'honneur que constituent ses aveux, ouvre d'autres voies, au-delà du cas personnel du général. Il devient en effet désormais difficile de dire que c'est porter atteinte à l'honneur de l'armée que d'affirmer l'existence des tortures, perpétrées évidemment par une minorité de militaires à cette époque. Ce n'est donc pas un hasard si des cadres d'active, comme de réserve, réagissent, eux aussi, aujourd'hui en souhaitant que l'affaire permette de rompre clairement avec ce passé.

L'histoire de la guerre d'Algérie, sous ses aspects tactiques et stratégiques, telle quelle est enseignée dans les écoles d'officiers et de sous-officiers, ne pourrait dès lors plus passer sous silence ces pratiques indignes. De même ne pourrait-on plus honorer, sous diverses formes et en divers lieux, d'autres officiers, auteurs des mêmes crimes, mais qui, contrairement à Aussaresses, se sont tus... Et puis, pendant longtemps, la bataille d'Alger, avec son institutionnalisation par les pouvoirs civil et militaire au travers des DOP, a été présentée comme un modèle du genre. Des hommes comme le colonel Trinquier ont même théo-

risé ces pratiques anti-subversives, et des experts français les ont longtemps promues en Amérique latine. Aussaresses fut d'ailleurs, au début des années 1970, attaché militaire au Brésil et en Argentine. La dictature militaire a toujours dit s'être inspirée de ce «modèle» pour livrer la «bataille de Buenos Aires» en 1976. Bref, «l'affaire Aussaresses» n'est pas l'affaire d'un seul homme... (TTU Europe, 10 mai 2001)

Ukraine: nouveau concept «BMT»

Le bureau d'étude Mozorov a dévoilé son nouveau concept «BMT», un véhicule de combat hybride, à la fois char de combat et véhicule blindé de combat d'infanterie. Il utilise un châssis de T-84 allongé et est équipé d'un caisson arrière muni de sabords permettant de transporter cinq grenadiers de chars dans des conditions de sécurité optimisées. Ceux-ci mettent pied à terre à l'arrière, grâce à un système de portes dérivées du BMP-3. Le BMT conserve le canon à chargement automatique de 125 mm à âme lisse du T-84. Ce nouveau véhicule de la classe des 40 tonnes, doté de trois mitrailleuses et d'une optique de vision nocturne améliorée, serait particulièrement adapté au combat en zone urbaine. Il présenterait surtout l'avantage de pouvoir reconfigurer et exporter un certain nombre de chars dont les armées de l'ancien Pacte de Varsovie ne savent que faire. (TTU Europe, 29 novembre 2001)

Ile-de-France: chiffres de la criminalité en 2000

La délinquance a augmenté de 4,8% en Ile-de-France en 2000, les vols avec violence de

19% et les vols à main armée de 27%. Parmi les 1007104 infractions constatées, contre 960657 en 1999, les délits économiques et financiers ont crû de 32%, le chiffre le plus élevé de ces dix dernières années. Les auteurs de 77% des actes délictueux ne sont jamais retrouvés, et il s'agit des délits qui ont donné lieu à une plainte en bonne et due forme. Il n'y a pas de plainte, en raison des tracasseries qu'elles occasionnent, lorsque les dégâts physiques et matériels ne sont pas trop importants. 35% des individus mis en cause dans des délits de voie publique et 53% des auteurs de vols avec violence sont des mineurs (*Désinformation-Hebdo*, 5 décembre 2001)

Défense européenne

■ «Il ne fait plus de doute aujourd'hui que la défense européenne se fera: mais elle ne fera rien. Seul un adversaire, plus petit et moins peuplé que le Kosovo, ou moins riche, moins équipé, moins armé ou le tout à la fois, pourrait apporter un démenti à ces propos. Le blocus de Monaco peut-être?» (Pierre Magnuszewski: «Errance et errements d'une défense européenne en trompel'œil», *Défense nationale*, décembre 2001)

■ Entre 1997 et 2001, la baisse des budgets militaires de l'Europe des Quinze a été presque de 5% par année, en valeur constante. Pour les seuls budgets d'équipements, la chute est de 6,9% depuis 1996, alors que, dans le même temps, ceux des Etats-Unis augmentaient de 4,7%. Si l'on ajoute aux effectifs militaires de l'Union européenne ceux des pays européens membres de l'OTAN mais non de

l'UE, on arrive à 2,3 millions d'hommes pour un budget d'environ 170 milliards de dollars, alors que les Etats-Unis, pour 1,5 million d'hommes, dépensent environ 300 milliards de dollars. (Michel Sarazin: «La puissance européenne suivra-t-elle les voies de la Nouvelle-Zélande?», *Défense nationale*, décembre 2001)

Etats-Unis: programme «ATACMS»

Le programme *Army Tactical Missile System* (ATACMS) vient d'enregistrer deux succès coup sur coup: non seulement la Corée du Sud a signé un contrat pour l'acquisition de 111 exemplaires en version *Block IA*, mais encore le premier missile, version *Block II*, vient d'être livré à l'US Army. Par rapport au *Block I*, le *Block IA* a une portée double au détriment de la capacité d'emport et son système de guidage incorpore un récepteur GPS. L'ATACMS *Block IA* est en production depuis juillet 1997; la Corée du Sud s'était déjà portée acquéreur d'un lot d'ATACMS *Block I* en octobre 1997. Quant à la version *Block II*, elle a une portée de 128 kilomètres et a été optimisée par Lockheed Martin, de manière à réduire son temps de réponse. Il est plus particulièrement adapté à la prise en compte des convois de véhicules blindés en cours de déplacement. (TTU Europe, 13 décembre 2001)

SUISSE

Enquête sur les délinquants violents et sexuels non détectés

Y a-t-il des criminels qui ne se laissent jamais prendre? Les

agresseurs violents et sexuels sont-ils des gens normaux qui ont été impliqués dans une action délinquante par hasard, ou sont-ils essentiellement des individus perturbés? L'étude portant sur les 21 347 recrues de l'année 1997 et le sondage complémentaire sur 1160 non-recrues de cette même année. 4,8% des recrues ont été battues sévèrement par leurs parents et 1,9% maltraitées par d'autres adultes. De plus, 4,1% des garçons disent avoir été gravement abusés ou exploités sexuellement au cours de leur jeunesse. Les fils d'immigrés sont plus souvent victimes de maltraitance ou d'abus sexuels que les autres recrues. Quel est alors l'impact des risques? A condition de n'être pas cumulés, ils sont dans la plupart des cas bien compensés. Un autre résultat très réjouissant du sondage révèle que deux tiers des garçons ayant été placés dans une classe spécialisée de l'école primaire ont – selon leurs réponses – à l'âge de vingt ans, réussi à effectuer un apprentissage ou une formation professionnelle supérieure. Seuls 12% d'entre eux sont restés sans aucune formation (contre 5,3% des autres recrues).

Parmi les recrues, 10,1% présentaient durant leur jeunesse les signes de ce que la terminologie psychiatrique appelle un *trouble des conduites* grave. Environ un tiers des garçons, qui ont présenté un *trouble des conduites* grave, développent, à l'âge de dix-neuf ans, un comportement multirécidiviste ou criminel et 37% commettront des infractions de moindre gravité. Le 58,2% des jeunes qui ont été interpellés par les forces de l'ordre ont mis fin à leur comportement délinquant par la suite. Il existe parmi les re-

crues et les non-recrues une petite minorité d'hommes qui ne considère pas la violence comme un moyen illégitime pour imposer sa volonté à autrui. Les fils d'immigrés sont sur-représentés parmi les hommes ayant commis des violences. Il y a un lien avec les abus sexuel, car on a trouvé, parmi les garçons issus de familles immigrées des Balkans ou de régions islamiques en crise, deux fois plus de personnes qui ont été gravement abusées, que la moyenne des autres recrues.

Ordonnance sur les taxes et émoluments: le DDPS se rapproche de sa clientèle

A l'avenir, quiconque demandera au Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports de fournir des prestations recevra une facture. En cas de litige concernant la facture, une décision sera prise pour statuer sur le différend.

Exercice général d'urgence «Hermès II»

Comment la population est-elle informée en cas d'accident majeur dans une centrale nucléaire? Tous les deux ans, un exercice général d'urgence est organisé dans une des quatre centrales nucléaires suisses. En octobre 2001, c'était dans la centrale nucléaire de Mühleberg qu'étaient testées les mesures techniques et la collaboration des spécialistes en vue de faire face à un accident majeur dans ce type d'installation. En même temps, le déroulement de l'information à fournir à la population concernée et aux autorités était vérifié. Le scénario débutait par un attentat perpétré à l'explosif contre l'usi-

ne hydraulique de Mühleberg, provoquant une baisse de l'approvisionnement en électricité de la centrale nucléaire, qui aboutissait à un accident majeur. Prenaient part à cet exercice: les responsables de la centrale nucléaire de Mühleberg, les services d'état-major des communes et des districts avoisinants, la police cantonale bernoise, l'état-major de défense du canton de Berne, la Centrale nationale d'alarme (CENAL) à Zurich, la Division principale de la sécurité des installations nucléaires, le Comité directeur Radioactivité et la Division Presse et Radio (DIPRA) des services d'état-major du Conseil fédéral. La DIPRA avait pour tâche de simuler la très forte demande d'informations qui intervient en cas d'accident majeur.

L'exercice a permis de constater que des interactions complexes ne peuvent fonctionner en cas d'accident réel que si elles ont fait l'objet d'exercices réguliers. Ce sont les communications qui fonctionnent bien dans le cadre des activités normales, qui sont les plus rapides et les plus sûres lors de situations exceptionnelles.

Spécialistes suisses du déminage de retour du Kosovo

Les deux spécialistes suisses du Groupement de l'armement, qui, depuis août 1999, participaient aux activités de déminage de l'ONU au Kosovo, sont de retour en Suisse. Ils étaient responsables de la coordination civilo-militaire des opérations de déminage, au sud et à l'ouest du Kosovo. Les travaux de déminage proprement dits étaient réalisés par des organisations non gouvernementales et des entreprises privées. A la fin de l'année



Opération de nettoyage de mines.

2001, l'ONU a confié ces activités au Département kosovar de la protection civile et de l'aide en cas de catastrophe.

Le bilan du Centre de déminage des Nations unies est impressionnant: près de 20 000 mines antipersonnelles, 5 500 mines antichars, 8 500 bombes à fragmentation ainsi que 14 000 ratés ont été trouvés et détruits. Cela correspond à une surface de plus de 32 km². Le système de banque de données *Information Management System for Mine Action (IMSMA)*, développé par l'Ecole polytechnique de Zurich et utilisé pour la première fois au Kosovo, a été un élément déterminant. Depuis lors, l'IMSMA est utilisé avec succès dans plus de vingt pays.

Depuis 1999, la Suisse participe humainement, financièrement et matériellement aux opérations de déminage au Kosovo. Alors que le Département fédéral des affaires étrangères cofinancait des projets de déminage sur place, le Département de la défense mettait à disposition du personnel, ainsi que du matériel qui permet de détruire les ratés et les mines sans avoir à les toucher. Actuellement, la Suisse participe

à des programmes de déminage en Albanie, au Yémen et en Azerbaïdjan, par l'intermédiaire de personnel spécialement formé à cet effet.

Les «Mines antichars 60» vont être définitivement réformées

La Mine antichar 60 (*mi ach 60*) sera définitivement retirée du stock de matériel d'engagement de l'armée dès le 1^{er} janvier 2002. Du fait de son état technique et de la fin proche de sa durée d'utilisation, elle a déjà été retirée des programmes d'instruction. Les mines restantes seront détruites au cours des deux prochaines années. La plus grande partie des stocks de mines a été liquidée, entre 1996 et 1998. Dès 1988, la mission a été assurée avec la Mine antichar 88. La *mi ach 60* n'a été dès lors utilisée que pour la fermeture de passages dans des champs de Mines antichars 88. La question de savoir quels systèmes remplaceront les *mi ach 60* pour l'engagement en tant que mines antichars à installation rapide ainsi que pour la fermeture de passages en champ de mines est encore ouverte.